

# Après les attentats du 11 septembre

## Pourquoi l'Amérique doute

Phénomène impensable au lendemain du 11 septembre, de plus en plus d'Américains ne croient plus en la vision restreinte et en la version officielle des attentats qui ont changé la face du monde. Les mensonges sur les armes de destruction massive, prétexte à une guerre meurtrière, et le travail d'une commission d'enquête controversée ont largement contribué à semer le doute.

Faut-il rouvrir le « dossier » du 11 septembre 2001? Vu de France, la question paraît presque saugrenue, tant le débat sur les attentats qui ont bouleversé la face du monde est englué, depuis les ouvrages d'un certain Thierry Meyssan (1), dans les méandres des théories du complot, d'accusations d'arrière-pensées anti-américaines, voire pire, antisémites (2). Tant, aussi, les questions dérangeantes ont été portées, dans la sphère médiatique tout du moins, par des personnalités publiques peu au fait du « dossier » et des enjeux complexes liés à la « guerre mondiale contre le terrorisme » : l'actrice Marion Cotillard a assimilé ses doutes vis-à-vis de la version officielle aux fantasmes sur la mort de Coluche (un « assassinat », suggère-t-elle), et aux illuminés qui prétendent que personne n'a marché sur la Lune. La ministre du Logement Christine Boutin, interrogée en novembre 2006 sur la complicité éventuelle du gouvernement Bush, lâchait quant à elle cette phrase, frappée du bon sens populiste : « Je pense que c'est possible. Je sais que les sites qui parlent de ce problème ont les plus gros taux de visites (...). Cette expression de la masse ne peut pas être sans aucune vérité. » Pourtant, loin des habitués tenants de la « théorie du complot », il est indéniable qu'un nombre croissant d'hommes politiques (républicains et démocrates), d'universitaires, de scientifiques, d'ingénieurs, de pilotes et de professionnels du renseignement disent ne plus croire que les pirates de l'air aient pu agir sans complicités internes ou externes. Trois prétendants à l'élection présidentielle (la « verte » Cynthia McKinney, le démocrate Dennis Kucinich, le républicain Ron Paul) ont promis, en cas de victoire, la réouverture de l'enquête. Des

anciens ministres européens (Michael Meacher en Grande-Bretagne, Andreas von Bulow en Allemagne), des eurodéputés (l'Italien Giulietto Chiesa) ont publiquement apporté une caution « politique » à des thèses considérées comme farfelues. Des dirigeants en exercice (Hugo Chavez, Mahmoud Ahmadinejad...), des officiels russes (comme l'ancien chef d'état-major des armées Leonid Ivashov) ont aussi relayé la thèse du « terrorisme manipulé », manière de renvoyer les États-Unis à leur propre propagande, et accessoirement de régler leurs comptes avec l'« axe du bien ». Outre-Atlantique, des « figures » du spectre politique ont fait la

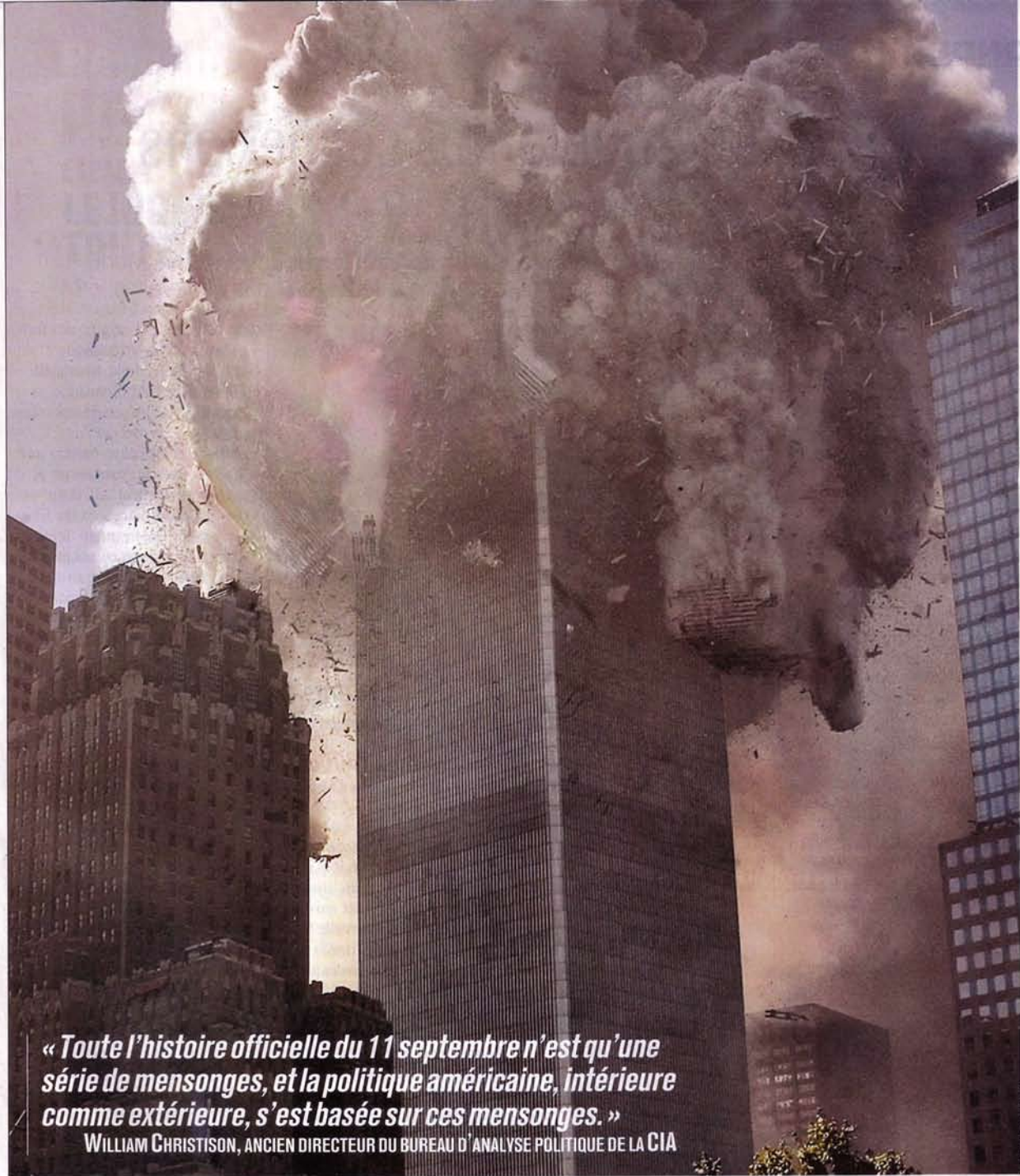
même analyse. « Comment les contrôles de sécurité des aéroports ont-ils pu être défaillants quatre fois en quelques minutes, que des pirates de l'air qui étaient de piètres pilotes aient réussi des manœuvres aériennes que même des pilotes de chasse chevronnés se déclarent incapables d'accomplir? » s'interroge Paul Craig Roberts, ancien sous-secrétaire d'État au Trésor (administration Reagan). « Certes, il reste la possibilité, aussi improbable soit-elle, qu'Allah ait doté les pirates de l'air d'une chance inouïe... Nous savons également, ajoute-il, que l'administration Bush a envisagé de mener des opérations sous fausse bannière. »

Deux exemples parmi d'autres : à deux mois du lancement de la guerre en Irak, George W. Bush, doutant fortement que les inspecteurs de l'ONU découvrent la moindre trace d'armes de destruction massive, réfléchissait à l'envoi d'appareils U-2 américains « déguisés » en avions des Nations unies pour survoler l'espace aérien irakien, en espérant une riposte de Saddam Hussein susceptible de déclencher le conflit (3). Plus récemment, au mois de juillet, le célèbre journaliste américain Seymour Hersh révélait comment, selon ses informations, le vice-président Dick Cheney prévoyait de faire construire des faux bateaux iraniens dans les chantiers navals américains et d'ouvrir le feu sur la propre flotte de la Navy, afin de précipiter la guerre avec l'Iran. L'opération, même si elle a été abandonnée de justesse parce qu'elle aurait coûté la vie à des soldats américains, révèle les possibles « manipulations » aujourd'hui discutées au plus haut niveau de la Maison-Blanche. Un cynisme que Karl Rove, ancien stratège de George W. Bush, avait ramassé dans une célèbre formule : « Nous sommes un empire maintenant. Et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. » (4) Impensable pour de nombreux Américains au lendemain du 11 septembre, la sincérité du gouvernement dans sa lutte contre al Qaeda est aujourd'hui discutée à voix haute. Une coalition de « whistleblowers » (5), réunissant des agents du renseignement américains réduits au silence par l'administration Bush, s'est formée autour de l'ex-traductrice du FBI Sibel Edmonds, pour revendiquer leur droit à dénoncer les dérives de la « guerre contre le terrorisme » et les failles dans la sécurité nationale. Certains ont le verbe plus libre : « Je suis forcé d'admettre, a écrit l'an-

### LE 11 SEPTEMBRE 2001, UNE « OPPORTUNITÉ EN OR » POUR L'ADMINISTRATION BUSH

PAR HOWARD ZINN, HISTORIEN AMÉRICAIN, AUTEUR DU BEST-SELLER « UNE HISTOIRE POPULAIRE DE L'AMÉRIQUE »

« Les mensonges de l'administration Bush sur les armes de destruction massive, le travail bâclé de la commission d'enquête sur le 11 septembre et plus généralement sur le fait que cette administration soit probablement la plus secrète de l'histoire américaine ont contribué à semer le doute. Beaucoup d'intellectuels américains ne soutiennent pas ceux qui affirment que le gouvernement a délibérément organisé les attaques du 11 septembre, mais ils accueillent la version officielle avec beaucoup de scepticisme et constatent avec raison que cet événement a été utilisé pour atteindre d'autres objectifs que la lutte contre le terrorisme. Indéniablement, les « grands médias » ont lamentablement couvert cet événement et ont applaudi presque aveuglément à la « guerre contre la terreur », aux invasions de l'Irak et de l'Afghanistan. De manière certaine, ces attentats ont constitué une opportunité en or pour l'administration Bush afin d'étendre la puissance américaine au Moyen-Orient, de mener à bien le projet de bouclier antimissile et de restreindre les libertés individuelles. Je soutiens évidemment toute enquête pour en savoir plus, même si je ne pense pas que les énergies devraient se concentrer sur cette issue. La question de savoir si l'administration Bush a participé ou non à ces attentats ne sera probablement jamais tranchée. Alors que la manière dont ces attentats ont été utilisés, la fausse « guerre contre la terreur » et les invasions injustifiées ont d'avantage de chances de réveiller et de mobiliser la population américaine. »



**« Toute l'histoire officielle du 11 septembre n'est qu'une série de mensonges, et la politique américaine, intérieure comme extérieure, s'est basée sur ces mensonges. »**

**WILLIAM CHRISTISON, ANCIEN DIRECTEUR DU BUREAU D'ANALYSE POLITIQUE DE LA CIA**

ancien officier de renseignement du corps des marines Robert Steele, qu'au minimum on a laissé se produire le 11 septembre afin de servir de prétexte de guerre. » D'autres, comme l'ancien analyste de la CIA (sous George Bush père) Ray McGovern, l'ancien agent de terrain Robert Baer ou l'ancien directeur du bureau d'analyse politique de la CIA William Christison, arrivent à des conclusions similaires. « Toute l'histoire officielle du 11 septembre n'est qu'une série de

mensonges, et la politique américaine, intérieure comme extérieure, s'est basée sur ces mensonges », affirme ce dernier.

Le rapport officiel de la commission d'enquête sur les attentats, publié le 22 juillet 2004, n'a rien fait pour dissiper ces doutes. Pilotée par la Maison-Blanche, l'enquête dirigée par Philip Zelikow, un proche collaborateur de Condoleezza Rice, a systématiquement évité les questions déroutantes et les témoins contredisant les déclara-

tions de George W. Bush, Dick Cheney ou Donald Rumsfeld. À la sortie du rapport, les voix du sénateur Max Cleland, qui a quitté la commission en raison du refus répété de l'administration Bush de collaborer à l'enquête, ou celle du sénateur démocrate Mark Dayton, qui a fustigé la gravité des mensonges répétés du Pentagone, n'ont guère troublé une Amérique plongée dans le duel électoral George Bush-John Kerry et divisée sur la question de la guerre en Irak.

« Il existe tellement de lacunes dans les thèses officielles sur le 11 septembre qu'il n'en reste aucune synthèse vraisemblable et cohérente. Et jusqu'à ce jour, nous avons continué à tituber de l'avant comme si la vérité sur ces événements traumatisants ne présentait plus d'intérêt », écrit Richard Falk, professeur émérite de loi internationale à l'université de Princeton, nommé cette année rapporteur spécial de l'ONU dans les territoires palestiniens (6).  
Nombre de familles de victimes )))

des attentats, qui réclament elles aussi une nouvelle enquête, attendent en vain une véritable réponse judiciaire pour enfin tourner la page. Comprendre pourquoi sept ans après, malgré les promesses initiales de Colin Powell ou de Tony Blair, deux invasions, en Irak et en Afghanistan, justifiées par le 11 septembre, Oussama Ben Laden n'est toujours pas officiellement inculpé par le FBI. Khalid Cheikh Mohammed, le cerveau présumé, est actuellement jugé devant un tribunal militaire, après avoir avoué sa culpabilité sous la torture, ainsi que sa participation à 17 opérations terroristes dans le monde. Sans procès, à l'ombre du droit international, des individus suspectés de « terrorisme » disparaissent dans l'archipel des prisons secrètes de la CIA, y compris en Europe (7)...

L'absence de véritable procès et d'enquête impartiale autour de cet événement fondateur a certes donné la fièvre aux théoriciens du complot, ainsi qu'aux extrémistes de tout poil. Chacun, dans les nombreuses zones d'ombre de la version officielle, y construit sa propre histoire ou y introduit ses propres fantasmes. Le grand historien américain Howard Zinn (lire page 78), tout en soutenant l'idée d'une nouvelle enquête, craint qu'on ne connaisse jamais la vérité. Si l'histoire du terrorisme d'État lui donne probablement raison, rien ne devrait empêcher, dans une démocratie, de poser des questions. ★

MARC DE MIRAMON

mdeiramona@humadimanche.fr

- (1) Dans un ouvrage vendu à plus de 300 000 exemplaires en 2002, le président du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, affirmait qu'aucun avion de ligne ne s'était écrasé sur le Pentagone.
- (2) « Marion Cotillard et les complots », par le « philosophe » Robert Redeker, « Le Monde », 29 mars 2008.
- (3) « Le deal Bush-Blair révélé dans un mémo secret », « The Guardian », 3 février 2006.
- (4) « Foi, certitude, et la présidence de George W. Bush », par Ron Suskind, « New York Times », 17 octobre 2004.
- (5) Quelqu'un qui « informe » de l'intérieur.
- (6) En préface du livre de David Ray Griffin, « Le Nouveau Pearl Harbour », publié aux Éditions Demi-Lune.
- (7) « L'Archipel des prisons secrètes de la CIA », par Giulietta Chiesa, « Le Monde diplomatique », août 2008.

# De troublantes connexions

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, la France s'est mise au diapason de ses nouveaux alliés néoconservateurs. Mais si la nouvelle « doctrine » antiterroriste défendue par Hervé Morin et Bernard Kouchner était suivie à la lettre, où nous mènerait-elle ?



EVAN VUCCI/AP

## Pourquoi Bush et ses amis n'ont-ils pas envahi l'Arabie saoudite et le Pakistan ?

Dans une tribune publiée à la fin du mois d'août, voici comment Bernard Kouchner et Hervé Morin défendaient l'engagement français en Afghanistan : « Souvenons-nous que lorsque nous sommes entrés en Afghanistan, avec nos alliés, après le 11 septembre 2001, il s'agissait de chasser du pouvoir un régime qui avait accueilli sur son territoire des forces terroristes entraînées et équipées pour frapper l'un de nos nôtres. Nous sommes, ensemble, adressé un message clair aux régimes complaisants avec le terrorisme : il n'y a plus d'impunité pour ceux qui frappent au cœur l'un d'entre nous. » (1).

Si l'on suit la logique des deux ministres, pourquoi les États-Unis et leurs alliés n'ont-ils pas envahi l'Arabie saoudite et le Pakistan, soupçonnés d'être les principaux « bailleurs de fonds » du terrorisme international ? Deux épisodes ont ainsi été totalement ignorés par la commission d'enquête sur le 11 septembre.

La « confession » d'Abu Zubaydah : arrêté au mois de mars 2002 au Pakistan, le chef des opérations d'al Qaeda aurait confié aux forces américaines comment il « travaillait » en collaboration avec de hauts dignitaires du régime saoudien chargés d'établir la liaison entre l'organisation terroriste d'Oussama Ben Laden et le régime

de Riyad, et comment ce dernier avait une connaissance préalable des attaques du 11 septembre.

Détail macabre, les trois princes dont il a révélé le nom lors de son interrogatoire ont tous trouvé la mort au mois de juillet suivant, à quelques jours d'intervalle (2). Le premier (le prince Ahmed) aurait succombé à une crise cardiaque pendant son sommeil, le deuxième (le prince Sultan) dans un accident de voiture en se rendant aux funérailles du premier et le troisième (le prince Fahd) serait mort de soif dans le désert.

Concernant le Pakistan, les connexions sont encore plus gênantes. Selon des informations initialement rendues publiques par la presse indienne, et confirmées ensuite par le chef de la division des enquêtes financières du FBI, le patron des services de renseignement pakistanais (ISI) aurait lui-même ordonné un virement de 100 000 dollars (66 000 euros) sur le compte de Mohammed Atta, le chef présumé des pirates de l'air du 11 septembre. Des détails dont ne s'est guère embarrassée la commission d'enquête : « Jusqu'à ce jour, peut-on lire dans le rapport final (3), le gouvernement américain n'a

pu déterminer l'origine des fonds utilisés pour les attentats du 11 septembre. » « Au fond, ajoute-elle de manière incompréhensible, cette question n'a que peu d'importance pratique. »

Difficile, dans cette « guerre mondiale contre le terrorisme », de savoir qui soutient qui, et en vertu de quelles alliances. Si les États-Unis ont récemment feint de découvrir la lune en accusant les services secrets pakistanais de jouer

« double jeu » avec le « terrorisme » (4), leurs homologues d'Islamabad n'ont pas hésité à leur renvoyer le compliment. Selon le principal quotidien pakistanais « The News » (5), « pour des raisons qui sont connues au quartier général de la CIA ainsi qu'au Pentagone, des officiels pakistanais accusent les

Américains de ne pas s'intéresser à la « fontaine du terrorisme » afghan située au Balouchistan (province située à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan). » Plus explicite encore, citant les mêmes « sources officielles fiables », « The News » indique l'existence de « preuves solides et circonstanciées étayant le soutien américain » au terrorisme à l'intérieur des frontières pakistanaises, présentées entre autres par le général Pervez Moucharraf à ses homologues états-uniens lors d'une rencontre à Islamabad le 12 juillet.

M. o. M.

- (1) « Afghanistan, le sens de notre engagement », par Bernard Kouchner et Hervé Morin, 29 août 2008.
- (2) « Pourquoi l'Amérique s'est endormie », par Gérard Posner, Random House, 2003.
- (3) « 11 septembre 2001, rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis », Alban Éditions. Page 267.
- (4) « Le Monde », 5 août 2008.
- (5) « Les États-Unis accusés de soutenir le terrorisme au Pakistan », « Hindustan Times », 5 août 2008.